Agriculture et agroalimentaire : la France décroche

Exclusif. Dans une étude destinée au Premier ministre et à laquelle *Ouest-France* a eu accès, des experts s'inquiètent des choix de la France en matière agricole et agroalimentaire.

Un constat sévère

« État fortement interventionniste, plus tatillon qu'efficace. Atonie du progrès technique... Manque de coordination des filières... Empilement d'outils peu efficaces, parfois contradictoires... » Dans une analyse rédigée pour le Conseil d'analyse économique, instance placée auprès du Premier ministre, un groupe d'experts, dresse un constat sévère. « **La politique agricole doit aujourd'hui être clairement recentrée sur des objectifs clés à long terme** », notent ces chercheurs d'AgroParisTech, de l'Inra et de l'université Paris I. Ces derniers s'inquiètent de la dégradation du capital naturel de la France. Et récusent toute idée de pause environnementale.

Erosion commerciale

Cocorico, l'an dernier, la balance commerciale de l'agroalimentaire a dégagé un excédent de 9,3 milliards d'euros. « **Mais ce solde est presque égal en valeur courante à son niveau de 2000.** » Deuxième exportateur mondial de produits agroalimentaires en 2000, la France n'est plus que cinquième, doublée par les Pays-Bas, l'Allemagne et le Brésil. La Chine la talonne.

La part de la France dans les exportations mondiales agroalimentaires a diminué d'un tiers entre 2000 et 2014. De son côté, l'Allemagne a vu ses exportations croître deux fois plus vite : + 6,6 % par an en moyenne.

Propositions pour changer

Dans leurs conclusions, les auteurs font des propositions, y compris sur des sujets controversés : possibilité, à terme, de rémunérer les agriculteurs pour les services environnementaux, développement des biotechnologies (biologie synthétique et génétique moléculaire).

Ils se prononcent, aussi, sur les grandes exploitations invitant à ne « **pas les pénaliser *a priori*** » quand elles respectent l'environnement. Ils appellent à faire du réseau des lycées agricoles un pionnier de l'enseignement numérique. Face aux crises, les assurances, très coûteuses, ne leur semblent pas une bonne solution. Ils privilégient des outils fiscaux permettant de reporter emprunts et charges sociales sur plusieurs années.

Enfin, à l'export, priorité est donnée à l'efficacité avec un recentrage sur un petit nombre de labels valorisant les produits français, comme le contrôle sanitaire, la traçabilité intégrale, l'absence d'antibiotiques, le respect de l'environnement ou du bien-être animal.

Reste à faire partager ce constat. Pas gagné. Car, comme le soulignent les auteurs, cela implique de sortir des préoccupations à court terme.

Patrice MOYON.

Retrouvez toute l'actualité agricole, chaque mardi, dans notre newsletter Agri-Agro. Abonnez-vous sur ouestfrance-entreprises.fr.

Lait, vin et céréales, les trois secteurs d'excellence de l'agroalimentaire français